



Contribution de Jean-Louis RENAULT

jean-louis.renault0524@orange.fr

Réforme territoriale – Billet d'humeur

Pleine de flous et d'ambiguïtés, cette réforme, concoctée à la hâte, laisse transpirer de manière évidente que les choix ont été faits en ne consultant que les politiques.

Cette manière de procéder me rappelle une caricature datant de la convocation en 1789 des Etats Généraux par Louis XVI : Sous un panneau annonçant "*Le buffet de la Cour*", un ministre, sous les traits d'un singe, annonce à une foule de volailles : "*Mes chers administrés, je vous ai rassemblés pour savoir à quelle sauce vous voulez être mangés ?*". Poules dindons et autres volatiles, en chœur : "*Mais nous ne voulons pas être mangés du tout !*". Le ministre : "*Vous ne répondez pas à la question !*".

En fait, le schéma arrêté n'est que le résultat de tractations presque exclusives, entre ténors de la politique, titulaires de fiefs qu'ils se sont efforcé de préserver et/ou d'accroître avec, en arrière pensée, un souci électoraliste, cousu de fil blanc gros comme une aussière.

Sinon, comment expliquer le maintien des Pays de la Loire, celui du Nord Pas de Calais, l'accroissement démesuré de Poitou Charentes, l'absorption par Rhône Alpes de l'Auvergne, celle de l'Alsace (seule région à droite) par la Lorraine (bien ancrée à gauche) etc. ? Tout cela au mépris de la géographie la plus élémentaire. De même, comment expliquer le maintien des départements dont la suppression aurait apporté immédiatement une simplification et, à moyen terme, des économies substantielles en supprimant nombre de doublons ? Comment expliquer que l'on ne veuille pas imposer le regroupement, au moins par cantons, des 36 000 communes dont certaines n'ont même pas 100 habitants ? Comment expliquer également cette règle qui voudrait qu'un département ne puisse pas changer de région ?

Le redécoupage et la simplification auraient dû se faire en prenant pour critères les seuls éléments économiques, géographiques, et éventuellement historiques. Pour cela, il aurait fallu constituer une commission uniquement composée de spécialistes en économie, en géographie, en statistiques et éventuellement en histoire, en leur demandant de faire totalement abstraction de leurs opinions politiques et de ne se baser que sur des éléments rationnels aisément vérifiables par le citoyen moyen.

Ceci afin de présenter un projet économiquement et géographiquement raisonné et argumenté. Puis, pourquoi pas, le soumettre, région par région, aux électeurs par référendum.

Mais, comme de mémoire de rongeur, on n'a jamais vu de rats saborder leurs fromages mais plutôt s'ingénier à tout mettre en œuvre pour s'en approprier de plus profitables (cumuls de mandats, de délégations, de comités, de présidences et vice présidences variées, tous postes plus ou moins rémunérateurs, ...), il était couru d'avance, qu'en ne consultant que les politiques, on obtiendrait une "usine à gaz". Laquelle ne générera aucune économie, et du fait du non respect, dans de nombreux cas, des contraintes géographiques et économiques, n'apportera pas les simplifications espérées et même, sans doute et au contraire, une augmentation des frais de fonctionnement.